



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA
PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET DE
L'AGENDA NUMÉRIQUE

COMMISSIE VOOR ECONOMIE,
CONSUMENTENBESCHERMING EN DIGITALE
AGENDA

Mercredi

08-01-2020

Après-midi

Woensdag

08-01-2020

Namiddag

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	Parti Socialiste
VB	Vlaams Belang
MR	Mouvement réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	Partij van de Arbeid – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
sp.a	socialistische partij anders
cdH	centre démocrate Humaniste
DéFI	Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 55 0000/000	Document parlementaire de la 55 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 55 0000/000	Parlementair stuk van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

SOMMAIRE

Question de Sophie Thémont à Philippe De Backer (Agenda numérique, Télécommunications et Poste (ancien dép.)) sur "Le manque de concurrence dans le secteur des télécoms" (55001530C) 1

Orateurs: **Sophie Thémont, Philippe De Backer**, ministre de l'Agenda numérique - Télécommunications - Poste - Simplification administrative - Lutte contre la fraude sociale - Protection de la vie privée - Mer du Nord

Question de Sophie Thémont à Philippe De Backer (Agenda numérique, Télécommunications et Poste (ancien dép.)) sur "Le tarif social pour la téléphonie et Internet" (55002214C) 4

Orateurs: **Sophie Thémont, Philippe De Backer**, ministre de l'Agenda numérique - Télécommunications - Poste - Simplification administrative - Lutte contre la fraude sociale - Protection de la vie privée - Mer du Nord

Question de Michael Freilich à Philippe De Backer (Agenda numérique, Télécommunications et Poste (ancien dép.)) sur "Les conclusions sur l'importance de la 5G pour l'économie européenne" (55002394C) 6

Orateurs: **Michael Freilich, Philippe De Backer**, ministre de l'Agenda numérique - Télécommunications - Poste - Simplification administrative - Lutte contre la fraude sociale - Protection de la vie privée - Mer du Nord

INHOUD

Vraag van Sophie Thémont aan Philippe De Backer (Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post (vroeger dep.)) over "Het gebrek aan concurrentie in de telecomsector" (55001530C) 1

Sprekers: **Sophie Thémont, Philippe De Backer**, minister van Digitale Agenda - Telecommunicatie - Post - Administratieve Vereenvoudiging - Bestrijding van de sociale fraude - Privacy - Noordzee

Vraag van Sophie Thémont aan Philippe De Backer (Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post (vroeger dep.)) over "Het sociaal tarief voor telefoon en internet" (55002214C) 4

Sprekers: **Sophie Thémont, Philippe De Backer**, minister van Digitale Agenda - Telecommunicatie - Post - Administratieve Vereenvoudiging - Bestrijding van de sociale fraude - Privacy - Noordzee

Vraag van Michael Freilich aan Philippe De Backer (Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post (vroeger dep.)) over "De conclusies over het belang van 5G voor de Europese economie" (55002394C) 6

Sprekers: **Michael Freilich, Philippe De Backer**, minister van Digitale Agenda - Telecommunicatie - Post - Administratieve Vereenvoudiging - Bestrijding van de sociale fraude - Privacy - Noordzee

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA PROTECTION DES
CONSOMMATEURS ET DE
L'AGENDA NUMÉRIQUE

COMMISSIE VOOR ECONOMIE,
CONSUMENTENBESCHERMING
EN DIGITALE AGENDA

du

van

MERCREDI 8 JANVIER 2020

WOENSDAG 8 JANUARI 2020

Après-midi

Namiddag

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.06 uur en voorgezeten door de heer Stefaan Van Hecke.

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 06 et présidée par M. Stefaan Van Hecke.

01 Question de Sophie Thémont à Philippe De Backer (Agenda numérique, Télécommunications et Poste (ancien dép.)) sur "Le manque de concurrence dans le secteur des télécoms" (55001530C)

01 Vraag van Sophie Thémont aan Philippe De Backer (Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post (vroeger dep.)) over "Het gebrek aan concurrentie in de telecomsector" (55001530C)

01.01 Sophie Thémont (PS): Test Achats dénonçait le 1er août 2019 la hausse des prix dans le secteur des télécoms. Depuis 2014, deux fois par an, le marché belge des télécoms connaît une hausse des prix régulière. Par exemple, Telenet a annoncé, le 4 août dernier, une augmentation de 1,87 % sur l'ensemble de ses abonnements. Ce n'est pas le seul opérateur à imposer de telles modifications de prix: les clients de Voo, Proximus et Scarlet y ont aussi été confrontés ces dernières années. La hausse constante et quasi-simultanée des prix au-delà de l'inflation par tous ces opérateurs télécoms est interpellante. De plus, à l'examen des chiffres de l'IBPT, il apparaît que les grands opérateurs favorisent les *packs all-in* afin de décourager le changement d'opérateur, à tel point que les consommateurs peuvent payer pour des services dont ils n'ont pas besoin.

01.01 Sophie Thémont (PS): Het is stuitend dat de grote telecomoperators sinds 2014 regelmatig en vrijwel gelijktijdig prijsverhogingen doorvoeren die boven de inflatie uitstijgen. Zij duwen de consumenten ook in de richting van alles-in-éénbundels om ze te ontmoedigen van operator te veranderen, waardoor ze uiteindelijk voor diensten betalen die ze niet nodig hebben.

Monsieur le ministre, mes questions sont les suivantes.

Pourriez-vous me dire si des actions pour freiner ces hausses de prix annuelles imposées aux consommateurs sont prévues? Si oui, quelles sont-elles et quand pourraient-elles être d'application? Comment analysez-vous l'effet captif des *packs all-in* qui réduit la concurrence entre opérateurs? L'IBPT s'est-il penché sur cette problématique?

Zult u maatregelen nemen om deze jaarlijkse prijsverhogingen een halt toe te roepen? Zo ja, wanneer zullen die van kracht zijn? Wat denkt u van de alles-in-éénpakketten, die de keuzevrijheid van de consumenten beperken en ervoor zorgen dat de concurrentie tussen de operators veel minder kan spelen? Heeft het BIPT dat probleem al onderzocht?

01.02 Philippe De Backer, ministre: Merci pour votre question.

Avant toute chose, meilleurs vœux pour cette année.

Je suis bien conscient que la hausse régulière des prix au-delà de l'inflation appliquée par tous les opérateurs télécoms en Belgique est interpellante. Nous sommes au stade de la réflexion pour changer cet

01.02 Minister Philippe De Backer: We denken erover na hoe we iets aan die situatie kunnen doen. Het BIPT is als regulator bevoegd voor deze materie. Het houdt toezicht op de prijsevolutie en maakt vergelijkingen met de

état de fait. En réalité, l'IBPT est le régulateur en charge de cette problématique: il surveille régulièrement l'évolution des prix des opérateurs belges de télécommunication et compare également notre évolution avec celle des pays voisins afin de voir s'il y a vraiment des hausses de prix ou non.

Dans une économie de marché ouverte, les prix au détail sont en règle générale déterminés par le marché et c'est donc la concurrence qui joue. Une autre règle qui joue aussi est que plus la concurrence est forte, plus les prix sont avantageux. C'est un des éléments que nous avons toujours mis en avant pour l'introduction d'un quatrième opérateur sur le marché. L'IBPT a, entre autres, pris d'autres initiatives visant, d'une part, à stimuler la concurrence entre les opérateurs et, d'autre part, à informer et à inciter les consommateurs à agir et à prendre en main leurs choix personnels.

Afin de promouvoir la concurrence par exemple, diverses mesures sont imposées aux opérateurs considérés comme occupant une position dominante (Proximus, Telenet et Voo). Ces opérateurs sont, par exemple, obligés d'ouvrir leur réseau à des opérateurs concurrents; grâce à cette mesure, les consommateurs ont le choix entre davantage d'opérateurs et une dynamique de concurrence par les prix.

Un autre élément important est la baisse des tarifs de gros induite par l'IBPT. Des baisses se sont déjà produites en 2018. Au cours du 1^{er} trimestre de cette année, une nouvelle décision relative à ces tarifs de gros pour l'accès au réseau câble a été prise: ils seront calculés désormais d'une autre façon. Je pense que l'impact sur le marché sera énorme.

Selon les résultats provisoires, une nouvelle baisse est attendue par certains services. La concurrence en hausse en est à l'origine. Cela démontre l'avantage d'introduire plus de concurrence sur le marché. Orange attend 260 000 clients sur son réseau d'ici la fin de cette année, ce qui représente une part de marché d'environ 5 %. L'introduction d'une concurrence supplémentaire peut également aider à la réalisation de cet objectif.

Ces exemples montrent que la régulation de l'IBPT a effectivement un impact sur le prix de gros et donc sur le niveau de concurrence. Il est nécessaire d'inciter les consommateurs à rechercher les alternatives les moins chères. Des études montrent que le Belge est assez inerte quant il s'agit des services de télécommunication et que les obstacles techniques et administratifs constituent les facteurs qui l'empêchent le plus souvent de changer d'opérateur. Là aussi, il y a donc encore du travail à faire.

L'IBPT dispose depuis longtemps d'un simulateur tarifaire qui permet aux consommateurs de comparer les prix et de vérifier les disponibilités d'offres plus avantageuses.

À mon avis, il est important d'examiner si l'introduction d'un quatrième opérateur sur le marché reste une possibilité. J'y suis favorable. Je pense qu'avec l'introduction de la 5G, on a aussi la possibilité de vraiment avancer sur ce dossier, pas seulement au profit de l'industrie mais aussi du consommateur. Plus de concurrence induit des prix plus bas.

situation in de buurlanden.

In een open economie is het doorgaans zo dat hoe sterker de concurrentie is, hoe voordeliger de prijzen zijn. Dat hadden we in het achterhoofd toen we plannen maakten om een vierde operator op de markt toe te laten.

Het BIPT legt de operators die een dominante positie innemen verschillende maatregelen op om de mededinging te bevorderen. Ze moeten bijvoorbeeld hun netwerk voor concurrenten openstellen.

Het BIPT verlaagt ook de groothandelstarieven voor de toegang tot het kabelnetwerk. Er waren al prijsdalingen in 2018 en begin 2019 werd er beslist nieuwe dalingen door te voeren, hetgeen een grote impact zal hebben op de markt.

Men moet de consumenten ertoe aanzetten om de goedkoopste aanbiedingen te zoeken. De Belgen zijn er om technische en administratieve redenen weinig toe geneigd van operator te veranderen. Het BIPT beschikt over een tariefvergelijkingprogramma dat op dat vlak een hulpmiddel kan zijn.

Ik ben voorstander van een vierde telecomoperator, maar die mogelijkheid moet verder onderzocht worden. 5G kan een stap vooruit betekenen die zowel de bedrijven als de consumenten ten goede zal komen.

Daarnaast veranderen de consumenten die op een groepsaankoop ingetekend hebben minder snel van operator. Daarom werd de Easy Switch-procedure gecreëerd. Via die procedure kunnen alle diensten naar een andere operator overgezet worden.

Sinds 2018 moeten de grootste kabeloperatoren een wholesale-aanbod voor standalone-internet hebben. Dat moet de alternatieve

La concurrence va aussi augmenter les bénéfices économiques pour toute la société, pour le consommateur, pour les entreprises, pour les PME. J'espère que ce sera plus rapide que maintenant. Nous essayons, malgré les affaires courantes – ce qui n'est pas facile –, de faire avancer ce dossier de la 5G et d'un quatrième opérateur parce qu'avec cette concurrence accrue, on aura de nouveau une baisse des prix.

Il est aussi vrai que les consommateurs qui bénéficient d'une offre groupée sont moins enclins à changer de fournisseur. Le consommateur craint en effet qu'il ne soit trop compliqué de transférer aisément tous les produits chez le nouveau fournisseur. La perte de clientèle diminue à mesure que le nombre de services achetés dans le cadre d'une offre groupée augmente. C'est un élément important. C'est la raison pour laquelle la procédure Easy Switch a été introduite pour faciliter ce changement de fournisseur pour des services groupés.

Depuis la décision de l'analyse du marché large bande de 2018, les câblo-opérateurs dominants doivent proposer une offre de gros pour l'internet *stand alone*. C'est aussi un élément neuf qui doit permettre aux opérateurs alternatifs de proposer des offres moins chères et de répondre aux attentes du segment des *cord-cutters*. Cette expression désigne le fait de ne plus recourir au poste de télévision tout en regardant Netflix, etc. Là, je pense qu'on a vu que des alternatives au package *all in* ont été développées et sont lancées par différents opérateurs (Orange, une spin-off de Telenet et Voo). Il y a des éléments pour augmenter la concurrence et donner plus de possibilités au consommateur.

Le véritable tournant n'interviendra probablement que lorsque la limitation des volumes de données disparaîtra également pour les plans tarifaires moins chers. En Europe, la Belgique et l'Islande sont les seuls pays où des services fixes avec une limite de téléchargement sont encore proposés. Ces limites ne disparaîtront pas d'elles-mêmes, je pense. Ce n'est que sous la pression d'une plus grande concurrence que cela pourra se faire. À nouveau, nous avons tout intérêt à introduire un quatrième joueur pour augmenter cette concurrence.

Ma réponse est assez large, mais des mesures sont prises pour faciliter la prise de décision du consommateur, à un prix moindre en matière de télécoms. D'autre part, nous gérons aussi l'infrastructure et nous tentons d'augmenter la concurrence sur le marché, pour avoir des meilleurs prix et plus de possibilités pour le consommateur.

01.03 **Sophie Thémont** (PS): Merci, monsieur le ministre, pour cette réponse assez complète.

Je suis contente de vous entendre vous prononcer en faveur d'un quatrième joueur, car c'est le manque de concurrence sur le marché des télécoms qui provoque ces hausses de prix.

Nous savons aussi qu'en Belgique, un abonné sur deux a un contrat surdimensionné par rapport à ses besoins réels et que nous sommes à la traîne dans le classement en ce qui concerne le bon rapport qualité-prix. Vous avez parlé du nombre de *switchs* d'opérateur: il est vrai que les clients disposant en 2018 d'un *pack all-in*, étaient de

opérateurs de possibilité donner om goedkopere tarieven aan te bieden en in te spelen op de behoeften van de consumenten die geen televisie met verschillende packs meer hebben. Dat zal de concurrentie aanwakkeren.

De echte kentering zal waarschijnlijk pas plaatsvinden als de beperking van de datavolumes ook voor de goedkopere tariefplannen verdwijnt. In Europa worden enkel in België en IJsland nog vaste diensten met datalimieten aangeboden. Die databeperkingen zullen enkel door concurrentie verdwijnen.

01.03 **Sophie Thémont** (PS): Ik ben blij dat u voorstander van een vierde speler bent, want het gebrek aan concurrentie op de telecommarkt veroorzaakt prijsstijgingen. België hinkt achterop wat betreft prijs-kwaliteitverhouding.

2,6 % contre 5,7 % en 2017. En 2018, le taux de *dual packs* (à deux services) s'élevait à 17,8 %.

Je suis assez satisfaite de votre réponse et vous remercie.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 55001827C van de heer Patrick Prévot wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

Le **président**: La question n° 55001827C de M. Patrick Prévot est transformée en question écrite.

02 Question de Sophie Thémont à Philippe De Backer (Agenda numérique, Télécommunications et Poste (ancien dép.)) sur "Le tarif social pour la téléphonie et Internet" (55002214C)

02 Vraag van Sophie Thémont aan Philippe De Backer (Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post (vroeger dep.)) over "Het sociaal tarief voor telefoon en internet" (55002214C)

02.01 **Sophie Thémont** (PS): Monsieur le ministre, cela fait de nombreuses années que Test Achats dénonce les prix des abonnements mobiles en Belgique. Aux Pays-Bas, en France, en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne et dans bien d'autres pays, les consommateurs paient moins pour leur facture de téléphonie mobile. Pour de nombreux Belges, avoir accès à un abonnement de GSM devient un luxe, alors que ce mode de communication est nécessaire pour pouvoir entretenir une vie sociale et professionnelle. Il existe en Belgique un tarif social pour la téléphonie et internet. Cependant, en matière de téléphonie, ce tarif ne couvre originellement que les lignes fixes. Or, depuis 2018, il existe une directive européenne établissant un code des communications électroniques.

Monsieur le ministre, ma première question sera la suivante: les communications mobiles peuvent-elles désormais entrer dans le cadre du tarif social? Enfin, le groupe Sudpresse déclarait le 13 décembre dernier que 33 % des personnes aux plus faibles revenus ignorent l'existence d'un tarif social en matière de télécoms.

L'application automatique de ce tarif aux personnes concernées est une mesure techniquement impossible à réaliser. Pourriez-vous m'indiquer, néanmoins, les mesures qui ont été adoptées ces dernières années pour faciliter l'octroi de ce tarif? Des campagnes d'information vers le public cible ont-elles été menées? Avez-vous eu des retours et des chiffres sur l'impact de ces potentielles campagnes? Enfin, des budgets ont-ils été prévu à cet égard, que ce soit par le régulateur IBPT ou le SPF Économie?

02.02 **Philippe De Backer**, ministre: Monsieur le président, chère collègue, je vous remercie pour cette question.

Vous savez que selon le nouveau code des communications électroniques, les tarifs sociaux peuvent être appliqués aux services de téléphonie mobile, mais uniquement si cette mesure est nécessaire pour assurer la pleine participation des consommateurs à la vie sociale et économique. Il convient donc de noter à titre indicatif que les tarifs de téléphonie mobile sont caractérisés ces dernières années par une tendance à la baisse et que, par conséquent, l'absence d'une

02.01 **Sophie Thémont** (PS): Test Aankoop stelt al geruime tijd de prijs van mobiele abonnementen in ons land aan de kaak. Iedereen heeft zo'n abonnement nodig voor zijn sociaal en beroepsleven. Nochtans is het verworpen tot een luxeaartikel dat sommige burgers zich niet langer kunnen veroorloven. Er bestaat een sociaal tarief voor vaste telefonie en voor internet. Sinds 2018 is er een Europese richtlijn.

Kan het toepassingsgebied van het sociaal tarief niet uitgebreid worden tot mobiele communicatie? Ik heb gelezen dat 33 % van de minima niet weet dat er een sociaal tarief voor telefoon en internet bestaat.

Welke maatregelen werden er genomen om de toekenning van dat tarief aan de betrokkenen te faciliteren? Werden er informatie-campagnes op touw gezet en zo ja, welke impact hebben ze gehad? Werd er budget uitgetrokken?

02.02 **Minister Philippe De Backer**: Er kunnen sociale tarieven worden toegepast voor diensten van mobiele telefonie voor zover dat nodig is om een volwaardige sociale en economische participatie van de consumenten te verzekeren. Aangezien de telefoontarieven dalen, komt de toegang van de eindgebruiker

réduction sociale ne compromet pas l'accessibilité de l'utilisateur final.

Il existe, par exemple, des abonnements à zéro euro qui facturent la consommation réelle, des abonnements à cinq euros, huit euros... Il y a donc sur le marché un certain nombre de solutions. Jouer à des jeux vidéo en ligne, regarder des films via internet ou d'autres activités entraînant une consommation élevée ne sont pas des activités s'inscrivant dans le champ d'application du service universel. Il faut en tenir compte.

Ces dernières années, l'IBPT a procédé au développement d'une application (STTS – tarif téléphonique social) permettant d'automatiser partiellement l'octroi des tarifs sociaux. Cette application permet aujourd'hui aux consommateurs d'introduire une demande de tarif social directement auprès de leur opérateur. Ce dernier encode les demandes dans l'application, qui utilise les différentes sources authentiques qui sont disponibles. Certaines sources ne sont pas encore disponibles, car elles ne sont pas encore encodées comme sources authentiques. C'est la prochaine étape: quand tous les éléments seront disponibles via des sources authentiques, on pourra automatiser tout le processus.

L'IBPT met à disposition les informations sur son site web. Je peux vous communiquer le lien.

En ce qui concerne les CPAS, certains ont repris contact pour demander des précisions sur le contenu des attestations à fournir à l'IBPT, mais nous avons globalement eu peu de retours en la matière.

L'IBPT dispose aussi d'un budget annuel relatif à l'application STTS qui permet, comme indiqué ci-avant, une vérification automatique des conditions légales. Une automatisation complète de l'octroi des tarifs sociaux impliquerait le développement de nouveaux outils intégrant les spécificités de l'octroi automatique du tarif social avec les sources authentiques.

02.03 Sophie Thémont (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

J'étais interpellée par les chiffres fournis par l'IBPT indiquant que 224 273 personnes bénéficiaient du tarif social au 30 septembre 2019, avec une chute depuis dix ans. En effet, en 2011, ce chiffre était de 386 137 personnes.

Il ressort de l'enquête que 33 % des répondants dans le groupe des revenus les plus bas ignorent l'existence d'un tarif social. N'y a-t-il donc pas un manque de communication? Vous avez mentionné que l'IBPT avait mis en place une application en ligne. Comme il s'agit de publics fragilisés, ne faudrait-il pas essayer de simplifier la procédure?

En outre, vous dites que vous n'avez pas reçu beaucoup de retours de la part des CPAS au sujet des demandes d'attestation à compléter. Ne faudrait-il pas plutôt mieux communiquer sur l'existence de ce tarif social et proposer une simplification administrative?

02.04 Philippe De Backer, ministre: Nous souhaitons automatiser tout le processus. Il ne devra plus être nécessaire de faire une

momenteel niet in het gedrang door de afwezigheid van een sociaal tarief. Er bestaan oplossingen op de markt, zoals abonnementen voor 0 euro waarbij enkel het feitelijke verbruik wordt aangerekend. Onlinespelletjes, bijvoorbeeld, vallen niet onder de scope van de universele dienstverlening.

Het BIPT heeft een applicatie (STTS) ontwikkeld waarmee de toekenning van de sociale tarieven deels kan worden geautomatiseerd. De consumenten kunnen nu een aanvraag voor een sociaal tarief indienen bij hun provider, die de aanvraag in de applicatie invoert. De applicatie maakt gebruik van de beschikbare authentieke bronnen. Wanneer alle bronnen beschikbaar en authentiek zijn, zullen we het volledige proces kunnen automatiseren.

Sommige OCMW's hebben nadere toelichting gevraagd over de attesten die verstrekt moeten worden, maar we hebben weinig feedback gekregen.

Het BIPT beschikt over een jaarlijks budget voor de STTS-applicatie. Een volledige automatisering houdt in dat er nieuwe tools moeten worden ontwikkeld.

02.03 Sophie Thémont (PS): De forse daling van het aantal begunstigen van het sociaal tarief roept vragen op.

Zou de procedure niet vereenvoudigd kunnen worden, aangezien het een kwetsbare groep betreft?

02.04 Minister Philippe De Backer: Iedereen die in aanmer-

demande, toute personne pouvant prétendre à ce tarif en sera avertie automatiquement. Nous sommes en train de mettre cela en œuvre.

À l'heure actuelle, certaines sources authentiques sont encore manquantes et il faut toujours remplir certains formulaires pour avoir accès à ce tarif. Nous devrions pouvoir supprimer cette procédure dans les années à venir. Si nous créons plus de sources authentiques, il sera plus facile d'avoir accès à certains types de données pour pouvoir octroyer ce tarif social.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 55002265C van de heer D'Amico wordt uitgesteld.

king komt voor een sociaal tarief zal daarvan automatisch op de hoogte worden gesteld. Daar wordt momenteel aan gewerkt. Momenteel moeten bepaalde formulieren nog worden ingevuld, wat niet meer zal hoeven als we meer authentieke bronnen creëren. Daarmee wordt de toegang vergemakkelijkt tot bepaalde gegevens, zodat er automatisch een sociaal tarief kan worden toegekend.

Le **président**: La question n° 55002265C de M. D'Amico est reportée.

03 Vraag van Michael Freilich aan Philippe De Backer (Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post (vroeger dep.)) over "De conclusies over het belang van 5G voor de Europese economie" (55002394C)

03 Question de Michael Freilich à Philippe De Backer (Agenda numérique, Télécommunications et Poste (ancien dép.)) sur "Les conclusions sur l'importance de la 5G pour l'économie européenne" (55002394C)

03.01 Michael Freilich (N-VA): Mijnheer de minister, ik verwijs in mijn vraag naar de eerdere conclusies over 5G van de Europese Telecomraad. Er wordt gezegd dat er vanuit de Europese Unie, waarschijnlijk de Europese Commissie, een soort 5G-*toolkit* zal worden bekendgemaakt met heel wat instrumenten waarmee de lidstaten dan aan de slag kunnen gaan.

In een schriftelijk antwoord op mijn vraag van een aantal dagen geleden, ik veronderstel geschreven door uw diensten voor het einde van het jaar 2019, staat dat de *toolkit* tegen het einde van het jaar wordt verwacht.

Ondertussen zijn we januari en is er geen *toolkit*.

Mijnheer de minister, weet u waarom de *toolkit* er nog niet is?

Waarom is er vertraging?

Hebt u informatie of enige indicatie over wat daarin zal staan?

Wij zien ook soms de mededeling "untrusted vendors" verschijnen. Het Amerikaanse Department of State zegt daarover heel duidelijk dat het voor hen gaat over China. Ziet u dat ook zo?

03.02 Minister Philippe De Backer: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Freilich, die *toolbox* werd tegen het einde van vorig jaar verwacht, maar dit heeft enige vertraging opgelopen. Ik heb te horen gekregen dat ze nog deze maand zal worden gepubliceerd. Dit komt dus neer op een paar weken vertraging en niet langer.

Ik heb geen informatie over de reden van de vertraging. De ontwik-

03.01 Michael Freilich (N-VA): Le Conseil télécom européen a évoqué une sorte de kit 5G contenant des instruments devant permettre aux États membres de prendre les dispositions nécessaires. Ce kit était attendu pour fin 2019, mais il se fait toujours attendre.

Pourquoi? Quelle est la raison de ce retard? Dispose-t-on déjà de certaines informations concernant le contenu de ce kit? On voit parfois apparaître la mention "fournisseur non fiable" indiquant, à en croire le département d'État des États-Unis, qu'il s'agit de la Chine. Le ministre partage-t-il ce point de vue?

03.02 Philippe De Backer, ministre: Le manuel serait publié dans le courant du mois de janvier. J'ignore les raisons de ce retard. Ce manuel est développé sur la base de l'analyse des risques coordonnée réalisée l'an

keling van de *toolbox* is eigenlijk gebaseerd op de gecoördineerde risicoanalyse die de verschillende lidstaten vorig jaar hebben uitgevoerd. Zij hebben in die analyse een aantal zaken geïdentificeerd die deel zouden moeten uitmaken van de *toolbox* waarin de antwoorden moeten komen op de uitdagingen. Die *toolbox* moet potentiële maatregelen bevatten die een antwoord kunnen bieden op de verschillende risico's die met de uitrol van 5G gepaard gaan.

Ik heb altijd gepleit voor twee dingen.

Ten eerste, een *level playing field* waarbij iedereen aan dezelfde vereisten moet voldoen. Dit lost volgens mij ook de discussie op over *untrusted vendors*. Als iedereen aan hetzelfde veiligheids- en bewakingsniveau moet voldoen, is het duidelijk dat ook Chinese *vendors* en *vendors* uit andere landen daaraan zullen moeten voldoen. Een *level playing field* is voor mij dan ook essentieel.

Ten tweede, een Europese aanpak blijft nodig. Wij zitten in een Europese digitale markt. Eigenlijk is er zelfs sprake van een globale markt, maar op Europees vlak kunnen de nodige reguleringen worden ingevoerd. Het is dan ook van belang om in contact te blijven met de landen van de Europese Unie om een gezamenlijke uitrol van 5G, met zijn beperkingen, af te spreken. Het heeft immers weinig zin dat wij andere dingen doen dan Frankrijk, Nederland of Duitsland. Ik meen dat wij op dat vlak nood hebben aan een gestandaardiseerde uitrol van 5G, zodat wij over heel het Europese grondgebied dezelfde veiligheid kunnen garanderen.

03.03 Michael Freilich (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb enkele opmerkingen.

Een programma in heel de EU valt inderdaad te verkiezen, maar u weet net zoals ik dat veiligheid een individuele bevoegdheid is van de lidstaten. Dit betekent dan ook dat vanuit Europa enkel aanbevelingen kunnen worden gedaan en dat is niet hetzelfde als verplichtingen. Wij stellen nu dan ook vast dat elk Europees land zijn eigen ding doet. Frankrijk heeft een bepaalde wetgeving goedgekeurd die specifiek betrekking heeft op de regio Parijs. Nederland is vorige maand dan weer met iets nieuws gekomen. Ik meen dan ook dat een gezamenlijke uitrol weliswaar een goed idee is, maar het lijkt mij niet meteen afdwingbaar.

03.04 Minister Philippe De Backer: Om die reden hebben wij ook veel bilaterale contacten, zodat wij in elk geval met de buurlanden afspraken kunnen maken. De *toolbox* moet ons de mogelijkheid bieden om op Europees niveau hetzelfde type maatregelen uit te rollen. Wij zullen die weg volgens mij moeten blijven bewandelen.

passé par les divers États membres. Cet outil contiendra des mesures potentielles susceptibles d'apporter une réponse aux risques liés au déploiement de la 5G.

J'ai toujours insisté pour que les divers acteurs puissent combattre à armes égales et pour que des règles communes soient édictées en vue de rendre inutile toute discussion sur des fournisseurs non fiables. En outre, je continue à estimer qu'une approche européenne s'impose dans un marché du numérique européen où les règles nécessaires peuvent être instaurées. Les États membres de l'Union européenne doivent donc s'entendre sur un déploiement normalisé de la 5G, avec ses contraintes, dans le cadre d'une concertation permanente en vue de garantir la même sécurité dans toute l'Union européenne.

03.03 Michael Freilich (N-VA): Il est en effet préférable de développer un programme à l'échelle de l'Union européenne, mais la sécurité relève toutefois des compétences individuelles des États membres. Nous constatons ainsi que chaque pays européen met en place sa propre réglementation en la matière. S'il constitue une idée judicieuse, le principe d'un déploiement commun ne peut être rendu contraignant.

03.04 Philippe De Backer, ministre: Précisément pour cette raison, nous avons mis en place de nombreux contacts bilatéraux qui nous permettent en tout état de cause de convenir de règles avec les pays voisins. Avec le manuel à venir, nous devrions être à même de mettre en place des mesures semblables à l'échelle de l'Europe. Je pense que nous devons poursuivre dans cette voie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: De laatste vraag is van de heer Kir. Wij hebben geen bericht van hem ontvangen, bijgevolg vervalt zijn vraag nr. 55002407C.

Le **président**: La question n° 55002407C de M. Kir est supprimée.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.25 uur.
La réunion publique de commission est levée à 14 h 25.*